

« JO : nous sommes dans les temps de passage »

Amélie Oudéa-Castéra, la ministre des Sports, est en visite cet après-midi à Nice pour lancer la semaine olympique et paralympique. L'occasion d'évoquer tous ses grands chantiers.

Après avoir lancé ce matin la semaine olympique de manière nationale à Paris, Amélie Oudéa-Castéra a choisi Nice pour « saluer la mobilisation de tous les territoires ». La ministre des Sports viendra d'abord rencontrer les élèves de l'école Ariane Piaget, avant de se rendre au Musée national du sport pour visiter en avant-première l'exposition « Victoires », qui revient notamment sur les moments forts du sport, puis à l'Allianz Riviera, qui accueillera des matchs de foot des JO 2024.

Pouvez-vous développer l'importance de cette semaine olympique et paralympique ?
C'est un moment important pour l'engagement des Français autour de l'olympisme. Ce sera la septième édition de la semaine olympique et paralympique à l'école, mais cette année, on a un million d'élèves et d'étudiants mobilisés, contre 700 000 l'an dernier. La progression est très importante : 3 000 projets ont déjà été déposés par les établissements, 7 500 écoles et établissements sont mobilisés. C'est très satisfaisant de voir qu'il y a un vrai continuum éducatif. Cette année, c'est la thématique de l'inclusion qui a été retenue, avec l'idée d'ouvrir le regard des élèves sur le handicap et le para-sport.

« L'objectif est de rentrer dans le top 5 des nations les plus médaillées »

À un peu plus d'un an du coup d'envoi des JO, sommes-nous déjà dans le sprint final ?
Oui, on peut le dire, mais c'est un sprint qui s'inscrit dans un marathon. Nous sommes dans les temps de passage, on avance bien dans tous nos chantiers. Il y a quatre dimensions : l'organisation, la préparation de nos athlètes, l'engagement de tous nos territoires et l'héritage. Le compte à rebours est implacable, mais on a vraiment bien avancé.

Qu'attendez-vous de ces Jeux en France ?
J'attends une excellence sportive, une grande fête populaire, une réussite économique pour l'ensemble des territoires et une responsabilité sociale et sociétale. Je pense que nos Jeux olympiques et paralympiques seront une nouvelle référence en matière d'événements sportifs internationaux, grâce à des engagements écologiques et sociaux inédits qui ont été pris. Notamment sur le côté paritaire, car pour la première fois, nous aurons un nombre équivalent



Amélie Oudéa-Castéra sera à l'Ariane, puis à l'Allianz Riviera aujourd'hui. (Photo AFP)

d'athlètes hommes et femmes, mais aussi sur la sobriété budgétaire, puisque 95 % des installations sont existantes ou éphémères, alors que 96 % du budget du comité d'organisation est issu de fonds privés. On souhaite porter un héritage fort, durable et utile à la nation pour devenir ce pays sportif qu'ambitionnent le président de la République et

la Première ministre, à une époque marquée par la sédentarité et la dépendance de notre jeunesse aux écrans. Et les chiffres sont déjà encourageants car, selon une étude récente, on a vu une progression de 7 points de la pratique sportive dans notre pays.

Avez-vous fixé un objectif en nombre de médailles pour l'Équipe de France ?
Le président de la République nous a fixé comme objectif de rentrer dans le top 5 des nations les plus médaillées, à Paris, et de manière durable, sur le volet olympique et paralympique.

La réintégration possible des athlètes russes divise. Comment vous positionnez-vous sur ce sujet ?
Déjà, il est important de rappeler que les recommandations émises par le CIO (de réintégrer les sportifs russes et biélorusses sur les compétitions internationales) ne préjugent en rien des décisions qu'il prendra, de manière souveraine, le moment venu pour les Jeux de Paris 2024. À ce stade, il n'émet que des recommandations

à destination des fédérations internationales. Le président de la République s'exprimera cet été sur ce sujet, et sa voix sera écoutée, même si, in fine, c'est le CIO qui est décisionnaire. Il y a deux impératifs à essayer de concilier : le premier, c'est d'être résolulement au côté de l'Ukraine, le deuxième, c'est de ne pas contrevvenir aux obligations onusiennes, qui posent un principe de non-discrimination des athlètes, en raison de leur nationalité. Comment, dans cette guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, on peut essayer de trouver un chemin qui permette de considérer un régime de neutralité pour des Russes. Le CIO a posé quelques premiers principes, mais n'est pas au bout de son mode d'emploi. Pour l'instant, il a indiqué il n'y avait pas la possibilité de sélection en équipes et ces athlètes ne doivent, ni de près ni de loin, avoir soutenu la guerre en Russie, ni être affiliés à l'armée. Enfin, ils devront être parfaitement en conformité avec le programme antidopage.

Vous lancez un comité national chargé de renforcer l'éthique et la vie démocratique dans les fédérations. Vous avez constaté trop de manquements ?
Je pense que dans la période récente, on a bien progressé dans la gouvernance du sport français, pour bien clarifier les rôles et les responsabilités de chacun suite à la création de l'agence nationale du sport. La loi du 2 mars 2022 a amené plusieurs innovations importantes, comme la parité dans les instances dirigeantes des Fédérations à l'horizon 2024 au plan national et 2028 au plan régional. Mais les crises récentes à la tête du GIP France 2023,

qui organise la Coupe du monde (de rugby), puis des Fédérations de rugby et de foot, montrent que, par-delà la diversité des situations, il y a des leçons communes à en tirer. Il faut notamment faire progresser l'éthique, en renforçant le rôle des comités d'éthique dans les Fédérations, mais aussi, pour préserver la réputation des Fédérations, en faisant évoluer le régime de la mise en retrait des gouvernants, tout en respectant la présomption d'innocence. En ce qui concerne la vie démocratique, il y a une nécessité d'avoir davantage de contre-pouvoirs et de débats. Enfin, il y a le thème de la protection des pratiquants et pratiquantes, pour lutter contre toutes les formes de violences, notamment sexistes et sexuelles.

Est-ce qu'il y a un lien de cause à effet entre les trois crises que vous évoquez et cette création ?
Oui, même si ces crises sont désormais très largement derrière nous, on a besoin d'en tirer les leçons pour essayer de créer des conditions qui permettent d'éviter que ça ne se reproduise.

Noël Le Graët avait déclaré vouloir porter plainte contre vous pour diffamation. Est-ce une source d'inquiétude ?
Non, car j'ai fait mon travail, je me suis appuyée sur un audit qui a été mené de manière indépendante et extrêmement rigoureuse par l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche. Je ne me suis jamais

écartée des conclusions qui ont été exprimées par ce rapport. La démonstration qui a été faite que Noël Le Graët n'avait plus la légitimité pour piloter cette Fédération a été reprise par l'ensemble des acteurs et des instances du football français.

Concernant la féminisation du sport, il n'y a que deux présidentes sur 36 fédérations olympiques. Comment faire pour avoir plus de parité ?
On peut aussi rappeler que l'on n'a qu'un tiers des éducateurs sportifs et 20 % de Directeurs techniques nationaux (DTN) qui sont des femmes, et que 5 % des retransmissions sportives sont consacrées aux sports féminins. Sur l'ensemble des métiers clés, pour piloter notre stratégie sportive, on a besoin de cette féminisation. Nous avons récemment réuni un groupe de travail, avec l'ensemble des parties prenantes, les organisateurs, les diffuseurs... Ils se sont engagés avec moi pour sortir

« Le Graët n'avait plus la légitimité pour piloter cette Fédération »

de cette situation. Par ailleurs, le décret qui protège les retransmissions en clair d'un certain nombre de grands événements sera revu pour faire plus de place aux sports féminins, comme le Tour de France.

Un mot sur les clubs de foot de notre région. Monaco et Nice sont détenus par des investisseurs étrangers (Dmitri Rybolovlev et Jim Ratcliffe). Est-ce devenu inéluctable ?
Inéluctable, je ne sais pas, mais ce qui est sûr, c'est que dans tous les championnats européens, les grands clubs attirent des investisseurs étrangers. Si ça peut permettre d'accroître la compétitivité des clubs français, qu'ils puissent conserver leurs pépites et améliorer la vitalité des centres de formation, c'est une bonne chose. Mais pour cela, il faut un engagement de long terme, et ça, c'est le travail qui est mené de manière vigilante sous l'égide de la DNCG. Quand je regarde les déclarations récentes d'Ineos à Nice, j'ai le sentiment qu'il y a une vraie volonté d'être durablement investi dans le club, ce dont je me félicite. Et il y a une belle dynamique, puisque Nice est notre dernier représentant en Europe, que je supporterai.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ROMAIN LARONCHE